

militarisme rose-bonbon, on a fait la part belle au service civil qui devait recueillir les délicats de la bonne conscience.

A ces réductions d'effectifs de l'armée s'accompagnait aussi l'économie de budgets consacrés à la défense, ce qui arrangeait la plupart des partis politiques représentés au Parlement.

De sûr-croît, les réformes de l'armée, au-delà d'une capacité réduite d'assurer la sécurité de la population, ont modifié le rôle du citoyen dans l'exercice de la démocratie directe. Si la prise de conscience de cette situation ne trouve pas à court terme des correctifs impérieux, il est fort à parier que le pays va vivre des moments fort difficiles. Une lente transformation de la démocratie directe en un système autocrate

que l'actuelle surpopulation ne fait qu'accroître (Le comportement des gens serrés les uns contre les autres gêne de plus en plus, il faut des règlements pour nous obliger à vivre en société) sont des perspectives que l'on discerne maintenant de plus en plus.

Face à ces constats, des citoyens issus des milieux de gauche mais aussi du Centre et du PLR ont donc lancé une initiative « Service citoyen ». On peut le comprendre et dire qu'il est louable d'obliger les citoyens quand on sait le problème des effectifs de nos bataillons et formations militaires.

Au-delà du détail et des intentions que propose le texte qui sera mis au vote le 30 novembre prochain, il est un point qui n'apparaît nulle part ou est bricolé pour faire avaler

la pillule : L'égalité entre citoyens. Bricolage, car en effet dans les arguments les initiants citent « l'égalité par le service obligatoire pour tous. ». Au regret de décevoir les plus convaincus et promoteurs de cette initiative, force est de constater que seul le soldat met en jeu sa vie. La plus récente actualité ne montre-t-elle pas combien l'engagement de militaires ayant mission de défendre leur pays est dangereux ? En temps de paix, malgré toutes les précautions prises lors d'exercices militaires dans leur entraînement, on sait combien la responsabilité des soldats est engagée dans la manipulation des munitions, la conduite d'un blindé, dans l'exercice d'une garde armée.

Et, s'il faut encore renforcer l'argument, n'oublions pas que lors d'un service actif soumis à prestation de serment, le soldat dit, la main levée avec 3 doigts tendus : « Je jure (ou je promets) de servir fidèlement la Confédération suisse, de protéger avec courage les droits et la liberté du peuple suisse, et de remplir mon devoir au prix de ma vie. » Vous lisez bien! "au prix de ma vie"!

Aucun autre service obligatoire ne représente ce risque. Avec tout le respect que l'on doit aux personnes qui s'engagent dans les missions de protection civile ou d'aide aux autorités civiles et de ce foutu service civil, rien ne peut se comparer au risque militaire.

Il est donc patent qu'il y a inégalité, ce n'est pas admissible!

Pour cette raison cette initiative doit être rejetée sans aucune hésitation.

François Villard

#### GIARDINO NEWS

Edition trimestrielle traduite de la version suisse allemande  
Editeur responsable:  
François VILLARD, Groupe Giardino

Adresse: Case postale, 8718 Schänis (Suisse)

mail: news@gruppe-giardino.ch

www.gruppe-giardino.ch



## GIARDINO NEWS

Pour le rétablissement d'une armée de milice crédible

N° 20 - 4/2025

### Editorial du président du Groupe Giardino

#### Où va la Suisse ? Sommes-nous encore la Suisse ?

##### 1. Neutralité – Initiative !

La neutralité signifie : aucune implication dans les conflits entre des parties étrangères ou des pays étrangers, que ce soit sur le plan militaire ou sur le plan économique. La neutralité est une mission de l'État. Constitution fédérale, art. 173 et 185

Elle ne peut être dictée au cas par cas par des considérations émotionnelles (sympathie/antipathie) ou économiques. L'initiative concernant la neutralité ne vient ni de la gauche, ni de la droite. Elle est non partisane. Elle vise à faire évoluer

la politique étrangère suisse actuellement orientée vers l'OTAN vers une neutralité internationale ouverte sur le monde. La pensée sectaire mène à une impasse.

Nous nous engageons donc en faveur de la neutralité armée de la Suisse. Elle permet une politique de sécurité autonome et indépendante. Nous exigeons que cette neutralité soit rétablie et appliquée conformément aux obligations du droit international. Certes, ceux qui idolâtrèrent le grand, le puissant et l'élitiste seront déçus par la Suisse. Mais ce ne sont pas là les valeurs auxquelles le pays a aspiré tout au long de son histoire. Comme je viens de le mentionner, celles-ci

vont souvent à l'encontre des tendances actuelles. Elles reposent sur les quatre piliers de l'État suisse, à savoir la démocratie, le fédéralisme prononcé, la neutralité armée permanente et le multilinguisme. Ils ont tous un point commun : elles limitent la concentration du pouvoir dans l'État.

Nous devons continuer à travailler dans ce sens.

J'ai souvent l'impression aujourd'hui que nous avons baissé les bras ! Le Parlement et nos conseillers fédéraux, avec leur orientation pro-Union Européenne et leurs nombreuses négociations bilatérales, en sont-ils encore conscients ? L'argent et le pouvoir de certains représentants fédéraux ne sont-ils pas également au premier plan en Suisse ? Le dernier cas où le Conseil fédéral a voulu écarter le peuple d'une question essentielle a été démontré avec l'accord avec l'UE!

Si nous vivions selon les principes de la démocratie directe, le gouvernement et le Parlement devraient respecter la volonté du peuple et ce aussi dans les affaires concrètes ! Le fédéralisme renforce les cantons et les communes au détriment de la Confédération. Avec la neutralité, la Suisse se prive de toute conquête militaire et limite la marge de manœuvre du gouvernement en matière de politique étrangère. Le multilinguisme limite la domination culturelle d'un seul groupe linguistique.



La neutralité armée. Un statut qui fut décidé en 1815 au Congrès de Vienne, en fait cette idée de neutralité remonte à des temps plus anciens. Malgré tout le chambardement d'avant la deuxième guerre mondiale la Suisse s'y est à cette neutralité et fut respectée. L'armée a joué un grand rôle en montrant la volonté populaire et politique.

La sécurité militaire fait partie de la neutralité et garantit la protection contre les invasions militaires et les risques de guerre, ainsi que la ca-



Soldats blessés au cours d'un engagement. En effet, ils ont prêté serment : « Je jure (ou je promets) de servir fidèlement la Confédération suisse, de protéger avec courage les droits et la liberté du peuple suisse, et de remplir mon devoir au prix de ma vie. » Il serait absolument tragique de confondre ce service militaire avec d'autres prestations à la communauté nationale ! (Photo F.V.)

**Les fêtes de fin d'année approchent à grands pas. Le comité tient tout d'abord à vous remercier chaleureusement pour votre solidarité et votre engagement au sein de notre association en faveur de notre armée de milice et du système de démocratie directe. Il vous souhaite une bonne santé, un joyeux Noël et une bonne année, et vous encourage à conserver votre « moral d'acier » !**

pacité de maintenir un état de sécurité durable, ce qui devrait être atteint grâce à une forte capacité de défense, un personnel bien formé, des équipements de pointe et des exercices réguliers pour faire face à l'évolution des menaces.

Objectif : minimiser le risque militaire et garantir la disponibilité opérationnelle de l'armée ! Mais au vu de ce que nous pouvons lire quotidiennement dans la presse grand public, nous en sommes malheureusement loin.

Nous ne respectons plus, depuis longtemps, l'article 58 de la Constitution fédérale.

Et nous ne pourrions pas non plus la respecter car à l'alinéa 2 L'armée sert à prévenir la guerre et contribue au maintien de la paix; elle défend le pays et sa population, etc.

La question est légitime : avec qui et avec quels moyens ?

Les jeunes qui suivent encore une ER et la terminent jusqu'au bout sont admirables !

Les ressources matérielles telles que les chars, les véhicules blindés, les appareils de communication, etc., pour n'en citer que quelques-unes, sont obsolètes et auraient dû être remplacées depuis longtemps. Des démantèlements d'ouvrages explosifs continuent et les derniers bitubes lance-mines de 12 cm ont été mis hors service.

De plus, les équipes de maintenance et les effectifs font défaut, à cause d'une taille beaucoup trop réduite de l'armée (qui devrait compter 300 000 soldats). Seuls 6 bataillons d'infanterie sur 17 peuvent encore être équipés, alors que nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle et qu'une guerre est imminente! Nous achetons un char mortier 16 (canon de 12 cm) qui ne remplace en aucun cas l'artillerie. À ses nombreux défauts s'ajoute le fait qu'il sera éliminé avec son équipage dès la première attaque de drones, ce qui est totalement irresponsable:

un drone lâche facilement une charge par le toit ouvrant de ce char.

Toutes les acquisitions d'armement passent par les États-Unis, même si ce pays se comporte de manière déplorable à notre égard, comme dans le cas du F35.

Toutefois je maintiens que l'acquisition du nouveau pistolet se fera auprès de SIG via les États-Unis.

### Que faire ?

Votre comité et son équipe de l'«Etat-Major», sous la direction du président, ont l'intention de soutenir l'initiative sur la neutralité. C'est très important pour nous, et nous le ferons en collaboration avec d'autres sociétés militaires.

Le projet prévoit les deux actions suivantes :

1. Distribution d'un tract devant le Palais fédéral avec les données clés les plus importantes ! Les destinataires seront les conseillers nationaux et les conseillers aux États. L'action aura lieu au début de la session, lorsque ce sujet sera à l'ordre du jour. En outre, nous participerons à la consultation, dont la date limite est fixée au 23 décembre 2025.

2. Nous voulons expliquer l'initiative sur la neutralité à la population lors d'une table ronde à Berne, près du Palais fédéral. Le moment opportun sera avant le vote.

Nous ne pouvons pas produire de grandes décisions hâtives. Notre tâche est de diffuser autant d'informations pertinentes et de qualité que possible. Chaque collaborateur supplémentaire nous aidera à élargir encore davantage le cercle de l'information.

OUI à la neutralité armée !

Le rejet de cette initiative serait un nouveau coup fatal pour notre armée !

Une autre initiative dangereuse est le traité avec l'Union Européenne. S'il était accepté, cela aurait des conséquences graves pour toute la Suisse.

Nous ne serions plus « la » Suisse!

### 2. Volonté de défense

En tant que président du « Groupe Giardino », j'ai été invité à participer à une table ronde dans une école cantonale, un gymnase.

J'ai accepté cette invitation avec grand plaisir, car je considère qu'il est très important que les jeunes – les générations futures – se penchent sur des thèmes tels que « Une Suisse capable de se défendre ? » et « Comment définissez-vous la sécurité et que faut-il pour la maintenir ou l'atteindre ? ».

Une ancienne représentante du GSsA et un officier d'une association d'officiers participaient également à cette table ronde.

Il y a eu de nombreuses discussions intéressantes et la représentante du GSsA n'a cessé de répéter que de nombreux projets de l'armée avaient échoué, comme par exemple les drones ou l'acquisition du F 35.

Cela a conduit la jeune femme du GSsA à conclure qu'une armée n'était en réalité plus nécessaire et que l'argent pourrait être utilisé pour la protection de l'environnement. Elle n'a pas ou peu répondu aux questions posées, telles que « comment définissez-vous la sécurité », mais elle a répété à plusieurs reprises sa demande de transfert du budget et des fonds de l'armée vers l'environnement, par exemple dans des projets où les jeunes seraient mobilisés pour aider à construire des toits solaires au lieu de suivre l'école de recrues.

Je reconnais volontiers que nous n'avons pas beaucoup contesté les arguments de la partie adverse concernant les projets ratés de l'armée ces dernières années, mais que nous avons marqué des points auprès des lycéens sur les thèmes abordés même si la sécurité est importante pour eux tous, par exemple la garantie d'un approvisionnement de base et d'un emploi sûr, ainsi que l'absence de violence physique.

membres du groupe Giardino).

Le 4 octobre a eu lieu la journée annuelle des familles, au cours de laquelle des experts ont guidé les visiteurs à travers la vaste collection militaire de Meisterschwanden (AG). Le musée est un lieu de rencontre impressionnant, qui permet de découvrir l'histoire du pays et de se souvenir.

Dans différentes salles, y compris de grandes halles, d'innombrables pièces d'artillerie, de défense anti-aérienne et d'autres branches de l'armée, ainsi que des véhicules militaires, des armes, des munitions et bien d'autres choses encore sont exposées. Sous la conduite de l'ancien colonel d'état-major Peter Stadler, nous avons pu voir entre autres des canons, des canons anti-aériens, des véhicules blindés de reconnaissance, des équipements radio, des drones, des jeeps, d'imposants camions Saurer et Berna, des postes et véhicules sanitaires, des motos, des vélos et des postes de ravitaillement. Parmi ceux-ci figuraient le dispositif de conduite de tir Superfledermaus, produit en Suisse en 1969, et un système mobile de missiles antiaériens guidés appelé Rapier, d'origine anglaise, datant de 1984, tous deux entièrement fonctionnels et liquidés sans

raison en 1985 et 2022 respectivement. Des mitrailleuses, casques, sabres, uniformes et insignes aux postes de ravitaillement, une salle d'opération médicale où les premières interventions vitales étaient effectuées derrière le front, tout cela donne vie à ce que signifie être soldat sur le terrain. Une vitrine contenant deux coiffes du général Henri Guisan est particulièrement impressionnante. On pouvait également



voir des affiches de la « collection Diamant », qui incitaient la population à soutenir la défense nationale. À la fin, nous avons récompensé cette visite guidée impressionnante



L'arme de défense aérienne Rapier qui a été retirée du service de façon totalement irresponsable. Aujourd'hui rien de la remplace. Photo FV)



par nos applaudissements. L'événement a été agrémenté d'un copieux déjeuner et d'un quiz suivi d'une remise de prix. La visite du musée est également fortement recommandée aux classes scolaires et à toutes les personnes intéressées, car elle fait revivre une période importante de l'histoire de notre pays.

**Diana et Winfried Pogorzelski**

### Initiative service citoyen

Malgré les presque 10 millions d'habitants, la Suisse officielle arrive péniblement à mettre 100'000 militaires en ligne. Une série de décisions politiques, parfois éperonnées par des représentants de l'économie qui se fichent parfaitement de l'organisation de notre pays en est le résultat. Dans tous les débats, bien pollués par un anti-

tique et les intellectuels reviennent au réel.

Non, l'armée suisse n'a pas besoin de ces solutions boîteuses. Le pays doit se réarmer, non seulement matériellement, mais surtout moralement. Il devient urgent de le montrer aux jeunes générations.

F.V.

## Neutralité entre ignorance et stratégie abusive

La chaîne TV TeleZ le samedi 6 septembre 2025 : Une conseillère nationale et un conseiller national tentent d'influencer l'électorat. Il s'agit entre autres de l'initiative sur la neutralité. Celle-ci est qualifiée par le conseiller national du PLR (!) de « lutte contre une douleur fantôme ». Un tel argumentaire laisse deux possibilités : soit il n'a vraiment aucune idée de ce qui se passe dans le monde et pourquoi, soit il en a une idée et joue à la roulette russe avec les nombreux propagandistes de guerre.

La conseillère nationale, également connue pour être une fervente propagandiste, appartient à un parti dont le programme prévoit la suppression de notre armée de défense. Dans le même temps, la présidente du PS a déclaré vouloir envoyer des soldats suisses en Ukraine pour combattre la Russie! Une combinaison suicidaire et perverse, digne d'un fantôme politique !

Et la conseillère nationale répète sans cesse le slogan propagandiste « l'agresseur, l'agresseur ». Soit elle n'a aucune idée de ce dont elle parle, soit elle suit aveuglément, délibérément mais consciemment, une propagande de guerre. Guerre d'agression. Les politiciens ont-ils déjà entendu dire que parfois, l'attaque est la meilleure défense, voire la seule ?

Par exemple, lorsque l'agresseur se voit régulièrement refuser toute négociation pour résoudre le conflit

par la partie adverse qui le menace en permanence ? Elles répètent alors avec conviction que l'agresseur a déclenché une guerre d'agression contraire au droit international.

Dans ce cas, l'« agresseur » a attendu trop longtemps, avec beaucoup de patience et des milliers de victimes, d'un point de vue militaire, avant de céder à la contrainte du droit international et de mettre fin à la terreur exercée sur la population russophone en Ukraine.

Entre-temps, là-bas et dans toute l'Europe, les Européens, cultivent la haine des peuples. Une détestation alors qu'on croyait l'avoir enfin surmontée après 80 ans.

Ces chefs d'Etat européens scellent un échec manifeste dans leur façon de conduire les affaires. Tant qu'ils échouent seuls et qu'ils n'entraînent pas tout le reste de l'Europe (y compris la Suisse neutre) dans une catastrophe apocalyptique, on pourrait dire avec regret : c'est de leur faute. Mais en fait ils plongent tout le monde dans une situation invraisemblable. Le responsable allemand n'a-t-il pas eu l'idée d'envoyer des soldats allemands en Ukraine contre la Russie ! Notons que parmi ces citoyens Allemands beaucoup ignorent ce que leurs ancêtres récents ont fait là-bas.

Et ces responsables politiques, en dehors de tout réalisme, croient pouvoir agir sur les autres peuples et mener les conflits à leur guise. Déjà, ils participent à la guerre par des sanctions. Ce sont des peuples entiers, qui sont touchés. Ceux-ci sont incapables de réagir, ils ne peuvent rien faire contre les désirs et les revendications de ces représentants politiques.

Des personnes comme vous et moi, qui suivent le développement des actions politiques, des affrontements guerriers, tentent de dire leurs pensées. Mais elles subissent les conséquences de ces gouvernements occidentaux.

Une infirmière diplômée, originaire



Le statut de pays neutre a largement permis à la Croix Rouge d'Henri Dunand de jouer un rôle planétaire. Faut-il que quelques politiciens carriéristes et vaniteux, attirés par des prébendes rendre à néant ce statut qui a permis à des millions de gens de bénéficier de l'aide de cette organisation.

de Russie, vivant ici en Suisse et qui accomplit ici un travail remarquable en tant que chef de service pour nos personnes âgées et malades s'était confiée pour dénoncer les décisions des sanctions prises par le Conseiller fédéral. Elle déplorait les blocages décidés à l'emporte-pièce en nous pouvant plus envoyer un peu d'argent à sa vieille maman restée en Russie. Observons et déplorons que nos « guerriers » poursuivent une stratégie déconnectée des populations qu'ils représentent. Ils ont une compétence morale et compréhension globale nulles !

Alexander Steinacher,

## Le « Groupe Giardino » offre un aperçu de l'histoire mouvementée de la Suisse dans la collection militaire de Meisterschwanden.

Au nom du comité du groupe Giardino, nous tenons à remercier chaleureusement le président du musée militaire de Meisterschwanden et ses assistants, Stefan Laib, Christine Laib, les aides en cuisine \*Mathias Tschudi, les guides \*Peter Stadler et \*Willi Wälti (\*également

À ma question de savoir comment cette sécurité pourrait être garantie par l'État, je n'ai obtenu que du vent. À la question de savoir si l'armée pouvait garantir cette sécurité, la réponse a plutôt été « oui, mais sans moi », ou bien ils considèrent qu'il est plus judicieux d'adhérer à l'OTAN, qui nous aiderait dans tous les cas !

En interrogeant les jeunes, j'ai également constaté avec effroi que sur environ 45 jeunes, seuls 3 garçons seraient prêts à faire leur service militaire. La déclaration de la représentante du GSsA selon laquelle elle ne mourrait certainement pas au combat pour le « drapeau suisse » a été confirmée par certains élèves, ce qui est dramatique. Que signifie encore la Suisse ? On peut supposer ici que l'immigration de soi-disant travailleurs qualifiés et l'intégration ont lamentablement échoué et que nos politiciens en font un beau discours !

L'inégalité entre les hommes et les femmes était un sujet important et a conduit à la question de l'initiative à venir, « Service – Citoyen ». Celle-ci garantirait l'égalité entre les hommes et les femmes, et j'ai également insisté sur ce point et mentionné que si elle était acceptée, toutes les femmes devraient accomplir leur service sans exception.

Réponse : alors autant rejoindre l'OTAN. Je dois dire ici, et je l'ai également constaté, qu'il manque

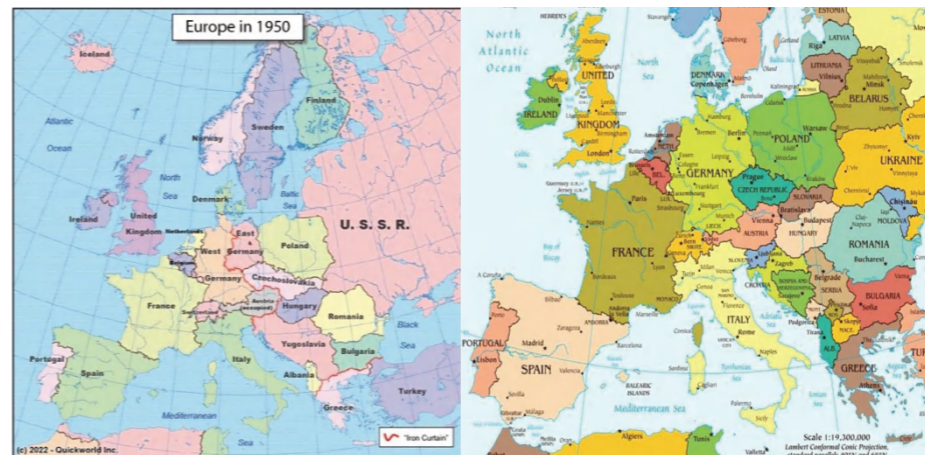
une analyse approfondie du sujet. Dans l'ensemble, je dois dire que la participation à un tel podium a été très instructive et j'ai accepté de revenir, malgré le temps dont je ne dispose pas toujours suffisamment, car cela fait partie pour moi de la défense spirituelle du pays.

Cette table ronde me montre que si nos enseignants faisaient un travail d'information dans les écoles primaires, en particulier auprès des nombreux garçons issus de l'immigration, des propos tels que « Je ne m'engagerais pas pour le drapeau suisse et encore moins pour aller à la guerre » seraient clarifiés. Le fait que les jeunes soient gâtés par la société et grandissent à l'ère de la numérisation (IA, Chat Gpt, Google, E-ID) n'est d'ailleurs pas propre à la Suisse, mais concerne tous les pays occidentaux.

Ce n'est certainement pas une bonne condition pour l'avenir. On travaille à 20 %, 40 %, 80 %, etc. ou pas du tout. Cette affirmation ne s'applique certainement pas à tous les jeunes et est vécue différemment dans les pays de l'Est.

Là-bas, on connaît la préparation à la défense, on s'engage pour son pays, etc.

Ce comportement de notre jeunesse est également dû à l'éducation reçue à la maison et à l'école. Il est nécessaire d'expliquer d'où nous venons et où nous voulons aller.



Depuis 1950 les frontières de l'Europe n'ont pas cessé de bouger. Qui va assurer que l'Union Européenne ou l'OTAN groupera immuablement les pays ? Personne ! D'autant plus que les grincements de cette union Europe se font de plus en plus entendre.

## Où va la Suisse ? Sommes-nous encore la Suisse ?

### Initiative « Service-Citoyen »

Le 30 novembre, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative « Service-Citoyen ». Celle-ci exige que tous les citoyens, sans exception, accomplissent un service en faveur de la collectivité ou de l'environnement. Des représentants de tous bords politiques, de gauche comme de droite, s'engagent pour différentes raisons contre cette expérience de service citoyen. Le projet nuit au véritable volontariat, nuit à l'armée et nuit à l'économie.

Le conseiller national du Centre et président de l'Alliance pour la sécurité en Suisse, Reto Nause, a souligné mardi 14 octobre 2025 lors d'une conférence de presse multipartite que l'initiative déséquilibrait les structures éprouvées du service obligatoire : « L'initiative affaiblit le système de milice au lieu de le renforcer. Elle met en danger la sécurité nationale, sape l'engagement volontaire et pèse lourdement sur l'économie. »

### La fin du service militaire obligatoire

Le conseiller national Jean-Luc Addor (UDC) a également mis en garde contre les risques en matière de politique de sécurité. L'extension du service à l'ensemble de la population affaiblirait l'armée au lieu de la renforcer.

Le conseiller national PLR Heinz Theiler a souligné que le financement de l'armée devait être une priorité absolue : « Seule une armée bien équipée peut garantir la sécurité du pays ». L'initiative entraînerait des doublons, une bureaucratie supplémentaire et une perte d'efficacité avec des conséquences sociales sur le marché du travail au détriment du véritable volontariat. Du point de vue du PS et des Verts, le préjudice causé aux conditions de travail équitables et à la justice sociale sont au premier plan de

leurs arguments. Pour le PS, il est inacceptable d'obliger les femmes à effectuer davantage de travail non rémunéré. Elles assument déjà aujourd'hui la majeure partie des tâches domestiques.

Les Verts ont notamment souligné le problème du travail forcé et de la restriction de la liberté individuelle. «L'initiative vend la contrainte comme de la solidarité.

Si l'on veut vraiment encourager l'engagement, il faut renforcer le volontariat et non obliger les gens à rendre service », a déclaré Balthasar Glättli, conseiller national des Verts. Andrea Zryd, conseillère nationale du PS, a ajouté : « Cette initiative se traduirait avant tout par une augmentation du travail à bas salaire pour les femmes. Elles seraient contraintes de rendre service comme les hommes, alors qu'elles continuent de subir chaque année des discriminations salariales.

La véritable égalité signifie plus que l'imposition de devoirs égaux. »

## Économie

Selon le Conseil fédéral, le coût des allocations de compensation du revenu augmenterait d'environ 1,6 milliards de francs par an.

Les dépenses pour l'assurance militaire augmenteraient également d'environ 320 millions de francs par an. Ces coûts supplémentaires devraient être supportés par les employeurs, les employés et les pouvoirs publics.

Le président de l'Union patronale suisse, Severin Moser, a donc clairement indiqué que l'initiative aurait un impact négatif sur le marché du travail : « Avec l'initiative Service-Citoyen, deux fois plus de personnes qu'aujourd'hui effectueraient leur service et seraient absentes de leur lieu de travail pendant cette période. Cela aggraverait la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, entraî-

nerait des pertes de productivité et obligerait les entreprises à trouver des solutions de remplacement coûteuses ». En outre, un tel service entraînerait une concurrence accrue sur le marché libre et entre les entreprises actives dans les secteurs concernés, mais aussi une charge supplémentaire pour les employés.

A l'examen de ces arguments, le comité du groupe Giardino recommande de rejeter cette initiative !

Nous avons eu le plaisir de passer une journée familiale très intéressante, instructive et agréable avec nos membres participants le samedi 4 octobre 2025. Un beau moment faisant partie de la vie de notre association. Nous en rendons compte dans ce présent numéro.

Merci beaucoup pour votre soutien/votre travail.

**Président du groupe Giardino, Hans Rickenbacher, ancien BO, colonel à disposition.**

## La dérive des cerveaux

Début septembre, un « expert » militaire qui manifestement n'a jamais été soldat, Mauro Montovani, ayant travaillé à l'Académie militaire de Zürich prenait part à la discussion sur la déshérence de notre aviation militaire.

Il intervenait sur la problématique de la défense aérienne de la Suisse.

Dans le quotidien suisse allemandique Neue Zürcher Zeitung, il proposait que « La France pourrait assurer la défense aérienne de la Suisse ».

Il ne fait plus aucun doute, la plupart des intellectuels intervenant sur la défense du pays déraillent complètement dans leurs réflexions et leur explication de la guerre actuelle, et ce au-delà de l'incroyable narratif de l'actuel conflit en Ukraine.

Probablement pour se rendre inté-

ressant, ou bien pour occuper un terrain dont ils ont été exclus, ils émettent des idées complètement déjantées.

L'auteur de ce pavé dans la mare se réclame d'une formation historique générale et de germanistique. Malgré cette formation, il propose que la France effectue, pour le compte de la Suisse, des missions de protection de l'espace aérien le temps que notre gouvernement répare les âneries passées.

Relevons, tout d'abord que cette idée pour le moins loufoque zappe complètement la problématique du contrôle civil de l'espace aérien qui est assuré par Skyguide. Une activité lucrative dont chaque pays tire profit jalousement.

Un contrôle qui justement nécessite l'action d'un élément de sécurité représenté par l'arme aérienne.

Une proposition impossible tant il est à prévoir que la France va se débattre prochainement dans d'in-vraisemblables contorsions politiques et économiques.

Impossible, écrivons-nous, car confier cette surveillance à l'étranger retirerait la capacité pour la Suisse de décider qui peut ou ne peut pas survoler notre pays. Une autorité incontestable qui marque l'indépendance du pays.

Militairement, il serait insensé que la défense soit confiée à une puissance étrangère et surtout à un pays dont l'histoire a montré quelles relations il avait eues avec la Suisse. Car, quoiqu'on puisse penser de la force actuelle de notre armée, il reste qu'une défense se conçoit toujours dans le combat interarme. L'aviation y joue un rôle important. Il serait insensé de demander à une autre armée d'accompagner la nôtre dans un conflit qui se déroule chez nous.

Ici aussi, l'histoire récente nous a montré, pendant le second conflit mondial, le rôle des avions militaires suisses. Non seulement pour

intercepter des aéronefs étrangers ayant pénétré dans l'espace helvétique mais aussi et surtout pour montrer à l'étranger notre volonté de défense.

Ce fut le cas avec l'Allemagne hitlérienne mais aussi face aux escadrilles de bombardiers ayant pour mission de détruire des installations et des villes en Italie, en France ou en Autriche.

Il est vrai que de nos jours tout est possible dans les têtes de ces spécialistes « experts militaires ».

Il semble que leur cerveau est alimenté par les jeux vidéos, la stratégie TikTok, X, le cinéma, une presse mono-orientée et aussi des communautés de fourchus de la plus mauvaise espèce.

Cet expert, ancien enseignant à l'Académie Militaire, ignore-t-il superbement l'histoire de la Suisse, toute l'histoire de la Suisse ?

Car, enfin, peut-on ignorer ce que la France, à l'issue de la Révolution française, a fait en Suisse ?

Pour des gens un tant soit peu cultivés, ne se souviennent-ils pas qu'après avoir coupé la tête de leur roi, les Français, avec le Général Brune en tête, sont entrés en Suisse ? Ils battirent les troupes bernoises au Grauholz le 5 mars 1798. Ils occupèrent complètement le pays.

Oui ! finalement ces troupes furent chassées en 1802 grâce, entre autre, à l'action du Maréchal russe Souvorov ?

Mais un an plus tard, ce fut le Premier Consul de France Napoléon qui intervint pour instaurer une Confédération suisse d'ailleurs scellée par une neutralité garantie. Tiens donc la neutralité dont on brocarde allègrement le sens !

Alimenter la réflexion sur la défense du pays avec des arguments aussi légers, dans l'intention de faire du buzz n'est pas sérieux.

Cela montre la vacuité du discours. Un phénomène qui touche beaucoup de gens censés réfléchir de façon scientifique, c'est à dire selon



La neutralité armée. Un statut qui fut décidé en 1815 au Congrès de Vienne, en fait cette idée de neutralité remonte à des temps plus anciens. Malgré tout le chambardement d'avant la deuxième guerre mondiale la Suisse s'y est à cette neutralité et fut respectée. L'armée a joué un grand rôle en montrant la volonté populaire et politique.

(Photo Capitaine Henri Conne, Pilote)

une démarche rationnelle, rigoureuse et vérifiable.

Tout le contraire de ce que nous vivons avec l'affaire ukrainienne d'ailleurs.

Dans l'échange avec ce monsieur revenait l'argument que l'armée suisse est aujourd'hui incapable d'assurer sa mission.

Il ajoutait, dans son propos, la menace hégémonique nucléaire de nos voisins et des USA, la petitesse de notre territoire et de la vulnérabilité face à des moyens militaires toujours plus performants.

Il appuyait aussi son argumentation sur l'affaire de la Charité sur Loire découverte en juin 1940. (Le général Guisan avait prévu l'aide de l'armée française en 1940 pour contrer une attaque allemande par notre territoire).

Il citait encore la guerre froide et la zone opérationnelle qui englobait la Suisse. Il voulait probablement montrer l'illusion de notre neutralité, respectivement justifier l'entente avec nos voisins.

Autant de menaces auxquelles il proposait de répondre par une coopération ou une intégration de notre pays dans l'OTAN. Cela devrait « sauver les meubles » pourrait-il penser.

Finalement, il fait un mélange

d'époques, de situations qui ne font qu'embrouiller les idées.

Evoquer les armes nucléaires sans mentionner les préparatifs de la Suisse pour y faire face avec ses abris anti-atomiques, ses cavernes et sa dissuasion, c'est comme si on évoque le gladiateur qui combat avec son trident tout en omettant qu'en face il y a le celui qui porte de filet ou le poignard.

Partie perdue ? voire !

Tenter de pallier une situation désastreuse en invoquant l'aide de la France est absurde, les récents développements géopolitiques ne montrent-ils pas combien les retournements d'alliance peuvent être rapides, combien la stabilité politique et économique des pays est fragile et à plus forte raison la France.

Il en résulte une confusion n'aboutissant que sur des échanges biaisés où les conversations ne débouchent sur rien de solide.

L'utilisation de l'incertitude qui, rapelons-le, est une des composantes de la conduite de la guerre vise précisément à gagner les objectifs d'une Europe Unie, menée par un agrégat de ploutocrates.

Il serait temps que le monde poli-